

-4-

Le travail, l'entreprise, la politique

JEAN-FRANÇOIS BOLZINGER

Même si beaucoup ne le perçoivent pas ainsi, la rapidité de la révolution numérique qui s'opère en quelques décennies bouleverse les repères humains bien plus fortement que la révolution industrielle, laquelle s'est étalée sur 150 ans.

Souvent analysée uniquement à l'aune des nouveaux produits mis sur le marché, la révolution numérique a bouleversé et bouleverse en fait profondément le travail et la manière de créer des richesses.

Le continuum du duo industrie-services apparaît chaque jour davantage. De Michelin qui vend des nombres de kilomètres et non plus seulement des pneus, aux multiples applications des smartphones, l'imbrication de l'industrie et des services dans la création de richesses humaines est manifeste. La transformation a lieu d'une production de masse axée sur le quantitatif à une production de masse personnalisée appelant une nouvelle industrialisation.

Cette révolution numérique amène une nouvelle manière de produire et de consommer. Lorsque les prix à la production de Seb par exemple sont fixés par Amazon, ceci ne fait que refléter que le capital a beaucoup mieux anticipé ces évo-

lutions que les forces du travail.

Le contenu et le sens de la révolution numérique, son extension planétaire avec l'accélération de la mondialisation, ses aspects sociaux et sociétaux sont un défi majeur dans le combat de classe.

1/ QUEL PARTI DE LA CLASSE DES TRAVAILLEURS DANS LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE ?

À force de laisser les affaires du monde au monde des affaires, celui-ci compose maintenant le gouvernement de notre pays avec une majorité parlementaire écrasante. La situation des États-Unis avec un affairiste milliardaire à sa tête reflète le développement d'une mondialisation où les classes dominantes assoient leur pouvoir de domination en faisant face à toutes les évolutions.

Une oligarchie des 1 % s'est ainsi formée au plan mondial disposant de plus de la moitié du patrimoine total. Elle s'accapare l'essentiel des richesses créées et détient les leviers clés au plan économique, politique et médiatique.

Cette logique des 1 % telle que décrite par Occupy Wall Street en 2007 (« We are the 99 % ») a donné sens aux observations des économistes en pointant la dynamique des évolutions.

Ceux-ci relevaient qu'au début des années 2010, la part des 10 % du patrimoine les plus élevés se situait autour de 60 % du patrimoine national en France, en Allemagne, au Royaume-Uni, en Italie et, Bien sûr, aux États-Unis.

La répartition de la propriété du capital et des revenus qui en sont issus est systématiquement

plus concentrée que la répartition des revenus du travail. Cela produit une concentration des patrimoines qui est en réalité aussi forte dans les 10 % du patrimoine les plus élevés que dans la population dans son ensemble. Le centile supérieur - les 1 % - représente aujourd'hui une population suffisamment significative numériquement pour structurer fortement le paysage social et l'ordre politique et économique dans son ensemble. Les 1 % des revenus les plus élevés sont plusieurs dizaines de fois supérieurs à la moyenne et en matière de patrimoine, les 1 % captent les revenus financiers. « Les très hauts revenus concernent essentiellement des dirigeants de grandes entreprises qui parviennent à obtenir des niveaux de rémunération extrêmement élevés, inédits dans l'histoire ». (Piketty, *Le Capital* du XXI^e siècle). Depuis 10 ans, les 1 % se sont séparés des 10 % des plus hauts revenus et forment une nouvelle bourgeoisie financière.

Même si cette notion de 1 % et de 99 % est approximative et fonction du degré de concentration du capital selon les pays, elle reflète la profonde dynamique de création d'inégalités qui s'opère.

Le passage du capitalisme industriel au capitalisme patrimonial dans les années 1990 s'est traduit par un énorme transfert des richesses produites du travail vers le capital. Une classe capitaliste réduite en nombre s'oppose à la classe des travailleurs qui créent directement ou indirectement les richesses et sont spoliés. Cette classe est composée pour l'essentiel du salariat (en dehors des cercles dirigeants) subissant une subordination hiérarchique mais aussi de travailleurs juridiquement non-salariés en état de dépendance économique (auto-entrepreneurs, professionnels autonomes du numérique...). Créateurs et consommateurs de richesses matérielles et immatérielles, au travers de l'industrie et des services, l'immense majorité des salariés exercent un travail qui est ou qu'ils peuvent rendre socialement utile. C'est cette classe de travailleurs qui structure les 99 %.

Ce salariat élargi est formé de deux composantes principales traversant les fragmentations et diversités liées au genre, à la précarité, au chô-

mage, aux différences ethniques... lesquelles donnent lieu à de multiples combats contre les discriminations.

Ces deux composantes – salariat d'exécution (54 % aujourd'hui en France) regroupant les ouvriers et employés, et salariat qualifié en responsabilité (46 %) regroupant les cadres et professions techniques ou intermédiaires – constituent une même communauté de travail mais ont un rôle et une place différents dans le processus de travail en raison du niveau de qualification et des rapports sociaux. Leur rapport à la hiérarchie (donc au capital), aux revendications, à la politique, à la culture au collectif... ont des différences marquées.

Dire cela, c'est dire en même temps que l'unité du salariat élargi donc la conscience de classe ne peut se construire qu'en ne faisant pas l'impasse mais en cherchant à transformer les rapports sociaux existants dans le travail et l'entreprise.

2/ UN MOUVEMENT SALARIAL DE CLASSE

Tout est bon pour éviter de parler du rapport entre le capital et le travail. La notion de classe moyenne que certains utilisent pour caractériser une catégorie qui va des ouvriers-employés qualifiés aux cadres moyens, est une mystification. Cette notion crée au départ pour effacer celle de classe ouvrière est même complètement explosée sociologiquement avec l'avènement des 1 % d'un côté et l'extrême pauvreté de l'autre. La notion de classes populaires regroupant les salariés allant des ouvriers-employés aux cadres moyens renvoie à un rapport flou riches-pauvres. Elle présente quant à elle également le risque de brouiller les cartes quant aux objectifs du rassemblement du salariat et de détourner des inégalités structurantes entre le capital et le travail.

La nostalgie des classes d'antan peut être paralysante pour l'action. Aucun groupe ne remplacera le groupe ouvrier comme moyen fédérateur. C'est une construction unitaire des composantes du salariat élargi dans leur diversité qu'il s'agit d'opérer.

C'est une vision moins sociologique que par le

passé, mais plus politique de la mobilisation, de l'unification et de la promotion possible des opprimés, c'est-à-dire du salariat où tous sont exploités, qu'il s'agit de développer.

Les transformations de la société, liées à l'évolution des forces productives et à la mondialisation financière n'amènent pas une société atomisée, d'individus isolés, où le capital se confond avec le travail.

Le salariat d'aujourd'hui, à travers sa diversité de situation, ses composantes issues des niveaux de qualification et des rapports sociaux est en pleine recherche de conscience de classe à partir d'une communauté d'intérêts réelle. Celle-ci a besoin d'être nourrie en permanence.

Travailler au rassemblement de classe de tout le salariat à partir du vécu au travail diversifié dans les grandes catégories de salariés est un axe structurant pour toute force de transformation progressiste. Ainsi l'enjeu de ne pas se laisser enfermer dans la gestion de la pénurie à l'intérieur du salariat par des mesures stigmatisant une catégorie (baisse d'indemnités pour les cadres ou pour les chômeurs qui ne chercheraient pas de travail, mise en opposition des pilotes avec les autres catégories de salariés à Air France...) relève d'un combat constant contre la division recherchée par le pouvoir.

Plus encore, pour orienter dans le bon sens la révolution numérique ou le passage à l'économie circulaire, les responsabilités de conception du management, d'organisation... des cadres et techniciens vont être considérablement mis à contribution.

Offrir des perspectives pour leur recherche de sens par des axes de projets de développement économique, social et écologique, en les confrontant avec les besoins et attentes des autres groupes sociaux est un véritable enjeu politique.

Le sens commun, l'unité se construit en dynamique dans un mouvement permanent, dans ses dimensions nationales mais aussi internationales avec une problématique de la force de travail qualifiée qui est maintenant planétaire.

3/ INSTAURER LE PRINCIPE DE LA DÉMOCRATIE D'INTERVENTION DANS LE TRAVAIL ET L'ENTREPRISE.

La révolution numérique s'appuie sur l'expression de l'individualité. Les rapports individu/collectif sont bouleversés et des possibilités nou-

velles s'ouvrent comme en matière de transversalité.

La reconnaissance des qualifications personnelles tant salariale que dans les responsabilités prend aujourd'hui un relief particulier au regard de l'exploitation orchestrée par le capital dès l'acte de création de richesses.

La production de richesses - matérielles ou immatérielles - résulte d'une synergie de mises en œuvre de qualifications et de savoir-faire amenant création concrète, inventivité et innovation. Si le capital extorque le profit, il le fait en obtenant l'engagement, l'implication du travailleur tout en fixant les conditions du travail, la finalité et ne payant qu'une infime partie de la richesse produite.

Une contradiction des logiques égalitaristes porte sur la manière d'impliquer chacun dans le travail. La non-reconnaissance des qualifications notamment des travailleurs dits intellectuels bloque l'efficacité économique. Aborder la question du salaire et de la rémunération non pas uniquement en termes de pouvoir d'achat mais de reconnaissance salariale et sociale de la qualification que chacun possède, est déterminant pour ouvrir une perspective au potentiel d'engagement, de mobilisation dans le travail et dans la société que recèlent le salariat et singulièrement la jeunesse qualifiée aujourd'hui. L'autre volet que fait bouger la révolution numérique et que le capital cherche à traiter est l'enjeu de la démocratie décuplée par la soif de « pouvoir d'agir » qui cherche à se libérer. Cette démocratie de participation et d'intervention est aussi un des éléments de la pleine expression de la qualification.

Avancer vers un travail plus démocratique passe par un développement des droits et des pouvoirs pour les travailleurs voire les usagers. Les seules options retenues jusqu'alors pour le fonctionnement des entreprises singulièrement les grandes est un management vertical et bureaucratique (étatique ou pas) ou un Wall Street Management coercitif par objectifs taylorisant chaque acte de travail pour le profit.

Le rejet de la démocratie et de la délibération collective pour cause de non-efficacité économique devient chaque jour plus archaïque.

Ainsi le fait même que le gouvernement soit amené à traiter de l'objet social et de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises est révélateur des contradictions montantes. La loi PACTE va accoucher d'une souris

sur ce point dès lors que le débat tourne autour de l'endroit où on va mettre le curseur pour moraliser le capitalisme. En revanche le statut juridique de l'entreprise communauté de travail créative en relation avec son environnement est un axe de combat d'avenir.

4/ COMMENT REVOIR NOTRE MODÈLE SALARIAL À L'AUNE DE LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE ?

Au nom de la montée des aspirations émancipatrices certains voient déjà la fin du salariat, et la révolution numérique amener mécaniquement un monde radieux où tous sont acteurs. La réalité est que si dépassement du salariat il y a, il a plutôt lieu aujourd'hui par le bas (cf. l'ubérisation) et non par le haut et que seul un combat de conquêtes de garanties et de droits effectifs peut modifier la donne.

Couplée à des évaluations collectives et progressistes du travail, la reconnaissance de la qualification est un fil conducteur répondant au besoin d'individualité dans le collectif. Les travaux effectués par notre parti sur la sécurité emploi formation ou par la CGT sur la sécurité sociale professionnelle portent des mesures de progrès. Inséparables des batailles pour l'obtention de normes sociales européennes et internationales, elles répondent aux attentes d'un salariat élargi, aux problématiques de la révolution numérique et à une recherche d'efficacité économique toute autre que celle axée sur la seule baisse du prix du travail :

- Une protection sociale solidaire élargie, assise sur la création des richesses matérielles et intellectuelles ;
- Une protection professionnelle traitant formation, qualification, insertion et travail de façon personnalisée tout au long de la vie et demandant une tout autre qualité et un tout autre dimensionnement du service public.

Évidemment, de telles propositions sont à contre-courant de l'offensive actuelle du capital et représentent des axes de résistance et d'orientation de conquêtes. L'exemple de la lutte des cheminots pour leur statut et la nature de leur entreprise témoigne de la profondeur des attentes existant à ce sujet.

Sur le plan démocratique, l'intervention politique sur les finalités des entreprises, sur les

choix dans le travail, y compris sur le numérique, manque cruellement. La recherche de sens est extrêmement forte singulièrement chez les travailleurs qualifiés à responsabilité. Il y a une volonté de maîtriser ce qu'on fait et où on va. La situation de blocage actuel dans les entreprises amène beaucoup de salariés à se replier sur leur travail en acceptant de brider leur qualification et à chercher à se réaliser ailleurs.

Toutes nos propositions de conquête de droits individuels et collectifs pour intervenir dans le travail jusqu'aux choix stratégiques des entreprises ont de la résonance. L'émergence révélatrice de lanceurs d'alerte qui dévoilent la corruption du monde des affaires indique que la transparence l'éthique, la démocratie sont des attentes qui touchent aux pouvoirs et appelle traitement politique.

5/ AVOIR L'AMBITION QUE LA POLITIQUE REPRENNE LE PAS SUR L'ÉCONOMIE

Le Medef est aujourd'hui la seule force à faire de la politique sur les lieux de travail et dans les entreprises. L'instrumentalisation des syndicats à des fins politiques ne peut être une réponse. Il s'agit de donner envie de faire de la politique en montrant concrètement comment elle peut reprendre le pas sur l'économie. La leçon qu'a donnée le capital à la gauche française en 2017 est d'autant plus sévère qu'elle était annoncée. Elle est la conséquence directe de l'abandon quasiment total du terrain du travail et de l'entreprise par les différentes forces se réclamant du camp du travail et du peuple.

Dans son livre « Les clés de la puissance » paru en décembre 2015, Jean-Louis Beffa (président d'honneur de Saint-Gobain) explicite clairement les enjeux du point de vue patronal bien sûr.

Face aux superpuissances que sont les États-Unis et la Chine, il préconise de redonner du souffle à l'Europe en faisant en sorte que « la France et l'Allemagne reprennent le chemin de la convergence et que cela exige d'abord de rendre la réforme française possible ».

Il explique que face aux idéologues qui stigmatisent l'entreprise créatrice de richesses, « les réalistes ont, pour peu qu'ils s'organisent, l'espace politique et la liberté de défendre le pragmatisme de la réforme. Le parti des réalistes est divers. Il regroupe les socialistes sociaux-démocrates, les centristes et la droite dite de gouvernement ».

Jean-Louis Beffa poursuit en disant : « Ces forces ayant des thèses relativement proches au plan économique, il faut que se constitue une coalition pour conjurer la méconnaissance de l'international et du rôle de l'entreprise ». En clair ce livre annonce Macron sans le nommer 18 mois avant son élection.

Macron a préempté le parti de l'entreprise qui est devenu celui des employeurs puisque la gauche a déserté le terrain. Son gouvernement est celui d'une multinationale qui applique les mêmes modalités de gouvernance avec un PDG, un DG, un DRH un dir. comm, un directeur du marketing... et un fonctionnement par objectifs où on déroule les dossiers les uns après les autres. Ce fonctionnement qui épouvante beaucoup de monde à gauche en criant au déni de démocratie est celui de toutes grandes entreprises. Dès lors que la politique était discréditée le capitalisme français a fait le choix de mettre un dirigeant économique à la tête du pays. Il a réussi à dépasser la situation politique par le haut dans le sens de ses intérêts, la gauche étant incapable de faire de même dans le sens du travail.

6/ RÉHABILITER LA POLITIQUE AVEC LES TRAVAILLEURS AU CENTRE DU JEU

Ceci est d'autant plus dommageable que la lutte contre l'exploitation de celles et ceux qui n'ont que leur travail pour vivre n'a cessé de prendre des formes nouvelles dépassant la seule rétribution de leur force de travail c'est-à-dire de leur qualification. La contestation s'est élargie sur la manière de produire des richesses comme sur leur utilisation c'est-à-dire sur la finalité, sur l'utilité sociale et sociétale du travail.

L'ampleur de la contestation de la loi travail destructrice de solidarités, l'émergence de lanceurs d'alertes pour raisons éthiques, l'importance que prend la question de l'égalité professionnelle liée au combat féministe, le combat croissant pour orienter la révolution numérique autrement... tout ceci recèle des possibilités de transformation profonde.

Le mouvement social actuel parti de la mise en cause du statut des cheminots, s'élargissant aux luttes salariales à Air France et dans le privé, aux exigences des moyens dans le secteur de la santé... tente de traiter les contradictions fortes qu'entraîne la mise en œuvre de la politique de réformes profondes engagée par le capitalisme français. Il appelle des réponses politiques qui ne soient pas superficielles et qui s'enracinent dans une reprise en main du débat d'idées et de l'intervention politique dans les lieux de travail et les entreprises.

Redonner cours à la politique dans le travail et l'entreprise, c'est aussi attaquer le repli sur soi à la racine et la meilleure manière de lutter contre tous les corporatismes et communautarismes.

ristes (religieux, numériques...).

Le rassemblement d'une classe salariale va de pair avec celui des 99 % dont les intérêts sont liés. Le parti communiste a eu une riche expérience de l'activité politique en entreprise avec des cellules et des sections ad hoc. Le peu qu'il en reste, essentiellement dans le secteur public donne des résultats. Mais pour l'essentiel il y a besoin de réorganiser une implantation nationale de communistes dans le travail et les entreprises quelles que soient soit leur forme.

Le succès de la pétition numérique sur la loi travail signé par 1,3 million de personnes et toute la séquence de mobilisation qui a suivi amène à réfléchir sur la conjugaison à orchestrer entre réseaux numériques et activité de terrain. Des plateformes numériques peuvent permettre des échanges d'informations, de témoignages, l'apport de contributions, l'ouverture d'espaces de discussions et d'interventions sur le travail, l'entreprise et la politique en lien avec des dynamiques de rencontres, d'initiatives, d'actions et d'organisation de terrain.

C'est aussi le moyen de faire rentrer les questions de l'environnement et de l'écologie, les besoins, les attentes des usagers et des collectivités, dans le travail et la vie de l'entreprise. Le manque à gagner dans la faible utilisation du numérique dans les luttes actuelles est criant notamment dans l'engagement des usagers. S'impliquer dans les mouvements progressistes en cours dans la sphère numérique demande une démarche ouverte tout en se donnant ses propres moyens de maîtrise en matière de données

afin d'obtenir une véritable force de frappe numérique.

Pour la plupart des salariés la politique n'a rien à voir avec le travail. D'où le besoin d'un bouillonnement d'initiatives (y compris par vidéos, campagnes numériques...) qui politisent toutes les questions de démocratie dans le travail. Seul un combat idéologique et culturel organisé peut réenraciner la politique dans le travail et l'entreprise à l'heure de la révolution numérique.

Pour le mouvement salarial l'enjeu est de revenir à la proximité, à la démocratie, à la solidarité dans l'environnement numérique. Se donner l'ambition d'aider à libérer le pouvoir d'agir des travailleurs, c'est apporter une réponse au besoin d'engagement dont les motivations ont complètement changé par rapport à hier. Cela suppose une force politique, un parti en mouvement, développant son identité dans une démarche d'ouverture démontrant son utilité au service de rassemblements décidés par les travailleurs eux-mêmes.

La jeunesse est en première ligne d'une telle attente avec des capacités de création de dynamiques extrêmement fécondes. Seule une force politique peut aider à mettre en cohérence les formes d'intervention sur le travail, l'entreprise, l'économie et la société dans le sens d'un progrès humain et solidaire.

La construction d'une telle force est apte à redonner sa crédibilité à la politique en la remplaçant comme outil d'intervention majeur des citoyens dans leur vie au travail et dans la cité. ★